

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## La fermeté

**L**A Chine retire ses troupes du Vietnam. La Chine fait ce qu'elle dit. Que d'hypothèses échafaudées sur ses intentions, que d'accusations portées contre elle !

La Chine a fait ce qu'elle avait dit. Voilà une première leçon, voilà un premier fait qui justifie la confiance que l'on peut avoir dans la Chine : cela n'est pas, en effet, si fréquent et la coutume est plutôt que le langage couvre des intentions ou cache des actes bien contraires aux paroles !

La Chine a usé de fermeté face à l'arrogance, appuyée sur les chars, les canons et les conseillers russes, d'un Vietnam aux prétentions grandissantes au rythme de ses engagements toujours plus étroits avec l'URSS de Brejnev.

Était-ce accroître les risques de guerre, de conflit mondial ? Le passé permettait d'en juger. Les faits le confirment et le confirmeront : le Vietnam négociera pour régler des problèmes de frontières qu'il attisait depuis des mois.

Quant à l'attitude à avoir à l'égard de l'URSS dont l'ombre se profile derrière les troubles dans cette région du monde comme dans d'autres, les faits en témoignent et confirment encore les leçons de l'histoire : l'attitude ferme de la Chine est celle qui convient pour freiner ses ambitions planétaires.

Si inquiétude il faut avoir, c'est bien à l'égard de ceux qui choisissent la flatterie et l'illusion, ce que nous appelons l'esprit munichois et ne font ainsi qu'encourager les appétits expansionnistes !

Une attitude ferme à l'égard de l'expansionnisme de l'URSS, principal foyer de guerre aujourd'hui : telle est la contribution de la Chine et elle est de taille à la lutte contre la guerre, à la cause de la paix qui est celle de tous les peuples ! Telle est la raison principale de notre soutien à la Chine.

Telle est la leçon qu'il faut tirer, et dont doit se saisir notre peuple, du conflit entre la Chine et le Vietnam.

Gilles CARPENTIER  
Jean QUERCY

# Retrait chinois du Vietnam

*« Intervention limitée dans le temps et dans l'espace »*

**C'est ce qu'a déclaré le gouvernement chinois il y a un peu plus de 15 jours au début de la riposte**

Voir articles page 3

## SNCF, PTT, assurances, SFP ...



« Coqs blancs » sans doute... Mais les employés des assurances sont en fait des travailleurs comme les autres. Ces dernières années, ils ont fait grève à plusieurs reprises pour leurs revendications.

# Le temps est à la grève

Voir pages 4 et 5

## « Gardez-vous à droite, gardez-vous à gauche »

RPR, PS, PCF se liguent contre Barre

**C**A y est : le RPR et le PS signent la même lettre pour demander la convocation de la session extraordinaire du Parlement sur l'emploi. Les dirigeants du PC envoient leur proposition de motion pour censurer le gouvernement d'abord à Chirac, tandis que Mitterrand n'aura droit qu'à une copie de cette lettre. Les dirigeants du PS refusent le texte de censure du PCF parce qu'il est dirigé contre l'Europe. Chirac, lui, maintient sa proposition de création de commission d'enquête et affirme bien haut qu'il n'est pas question pour lui de renverser le gouvernement.

C'est la première fois dans les annales de la Ve République que le principal parti de la ma-

rité s'allie avec les partis d'opposition sur un texte commun pour convoquer une session extraordinaire qui condamne le gouvernement en place.

Voilà qui est nouveau. Voilà qui va provoquer de l'animation dans le petit théâtre de la politique. Même si le débat parlementaire est venu remplacer à la une des journaux les actions des sidérurgistes, il ne faut pas oublier que ce qui est en fond, ce sont les luttes des travailleurs qui rejettent de plus en plus nombreux la politique de Barre. Si la une des journaux se fait sur les débats parlementaires, ce que doivent regarder les chefs de parti c'est la journée d'action des cheminots, mercredi, ce sont les débrayages et les grèves dans

les centres de tri, ce sont les préparatifs des sidérurgistes, c'est la grève de la SFP, c'est les luttes des petits paysans.

Tous contentent la politique de Barre, la politique des monopoles. Et qui ose déclarer ouvertement qu'il soutient cette politique ? Plus personne, même dans la majorité. Barre a beau déclarer à « Cartes sur table » qu'il ramènera jusqu'au bout, il a l'air bien seul. Il n'a pas été invité aux journées de l'UDF. Seul le dirigeant du PR a fait une petite déclaration le soutenant. Que le nombre des chômeurs augmente, ce n'est pas dramatique déclarait Barre sur Antenne 2, qu'il y ait 50 000 licenciements dans la sidérurgie ce n'est pas grave, poursuivait-il,

la sidérurgie continuera (les profits n'en seront que plus grands). Les prix ? Barre ne parle pas de hausse prévue, il parle seulement de répercussion d'une hausse éventuelle du prix du pétrole.

Au moment des cantonales et de la préparation des élections européennes, il est peut-être tentant pour Giscard de prendre du recul par rapport à son premier ministre pour lui faire porter le chapeau de sa politique d'austérité, quitte même à s'en débarrasser à l'occasion du débat parlementaire. Mais Barre ou pas Barre, pour un travailleur, une lettre de licenciement est toujours une lettre de licenciement.

Léon CLADEL

Espagne

Après les élections, faisons le point

**Aujourd'hui : le parti gouvernemental l'emporte; fascistes pas morts : 3 élus**

**P**ENDANT une semaine, l'Espagne va connaître une période de calme. Une trêve qui va permettre aux divers partis de compter les forces, de rassembler les militants pour une nouvelle bataille : les élections municipales dont la campagne électorale commence lundi prochain.

Ces élections législatives n'ont certes pas soulevé le même enthousiasme qu'en juin 1977 où, pour la première fois depuis quarante ans, les Espagnols allaient voter. Le nombre d'abstentions a été relativement élevé. On pouvait remarquer aussi une moins grande participation dans les meetings électoraux.

Ces élections vont-elles changer quelque chose dans le rapports des forces politiques du pays ? On entend le plus souvent parler d'une stabilisation, qu'en est-il ?

L'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental a gagné tant en nombre de voix qu'en nombre de sièges. Ce gain qui s'est fait aux dépens du parti représentant la droite réactionnaire, la Coalition démocratique, marque l'appui de plus en plus net dont bénéficie l'UCD auprès de la bourgeoisie possédante.

Lors de cette campagne électorale, l'UCD a présenté un programme plus à droite que le précédent. Par ailleurs, Suarez a fait sa campagne sur le thème : « Ou moi ou le chaos », faisant planer l'idée du danger imminent d'un coup d'Etat fasciste en cas de victoire du PSOE.

Quoi qu'il en soit, les capitalistes ont montré leur satisfaction à la suite des résultats électoraux : dès le vendredi, les cours avaient monté considérablement à la bourse de Madrid. Cette victoire du Parti de Suarez n'est cependant pas totale : en effet, il ne bénéficie pas de la majorité absolue au Parlement. Vers qui va-t-il se tourner pour faire passer

ses projets de lois ? Il apparaît plus probable aujourd'hui que ce soit vers la droite réactionnaire que vers la gauche, comme il a déjà pu le faire. Un nouveau Pacte social du style de celui conclu il y a presque un an, semble peu concevable actuellement.

Autre fait notable de ces élections, l'existence de trois députés fascistes, qui, sous divers sigles sont au nombre de trois. L'Union nationale, parti fasciste qui se présentait pratiquement partout a obtenu un député à Madrid. C'est ce parti qui fut à l'origine de la tentative de coup d'Etat militaire en décembre dernier.

Les députés fascistes seront à l'Assemblée les porte-paroles des nostalgiques du franquisme.

Dans notre prochaine édition, nous analyserons l'échec du PSOE et du PCE, la poussée des indépendantistes ainsi que la campagne menée par les marxistes-léninistes de l'ORT que nous avons pu suivre en reportage.

Evelyn LE GUEN.

Italie

**Ça coince dans les hautes sphères !**

**L'**ÉTÉ dernier, les problèmes liés à la doctrine des PC espagnols et italiens de l'eurocommunisme furent discutés par un groupe de citoyens soviétiques. Une petite brochure faisant état de ces discussions paru sous le manteau, comme cela arrive assez souvent en URSS. Deux des éditeurs de ce fascicule se réclament ouvertement eurocommunistes. Le KGB a mis plusieurs mois à remonter la filière, mais vient finalement d'arrêter ces deux éditeurs qui ont immédiatement été inculpés pour « propagation d'inventions et de calomnies injurieuses pour la société soviétique et l'ordre public ». Leurs appartements avaient auparavant été totalement mis à sac.

Un des deux inculpés, la journaliste Borisovna Lert, âgée de 73 ans, membre de longue date du PC a déclaré qu'elle se considérait désormais « comme une dissidente, c'est-à-dire dans notre langage, quelqu'un qui pense autrement ».

**L'armée vietnamienne s'enlise au Cambodge**

Celle qui se vante d'être la 3e armée du monde se trouve dans la même situation qu'auparavant les agresseurs américains



Dans les années 1970, ils ont vaincu les agresseurs américains. Aujourd'hui, les forces patriotiques cambodgiennes infligent de rudes coups aux nouveaux envahisseurs, vietnamiens (Photo Xinhua)

**«L'**ARMÉE vietnamienne est enlisée dans un véritable bourbier au Cambodge deux mois après son invasion et se trouve aujourd'hui dans une situation similaire à celle où étaient les Américains il y a quelques années sur le même terrain : incapables d'obtenir l'adhésion de la population et s'efforçant sans grand succès de monter une administration face à un mouvement de guérilla ». C'est le correspondant à Bangkok du journal américain *Herald Tribune* qui tire cette conclusion à partir de tous les événements recueillis auprès des réfugiés.

Les réfugiés ont recommencé à affluer en Thaïlande depuis l'agression vietnamienne alors qu'ils ne se chiffraient plus qu'à moins de cent par mois auparavant.

La première chose que confirment toutes leurs informations c'est que tant du côté des occupants vietnamiens que du côté de la résistance patriotique, c'est une guerre patriotique, c'est

une guerre très dure et sans pitié qui se mène.

TOUT CAMBODGIEN PEUT ETRE TUE

Les Vietnamiens, surtout dans les provinces de l'Ouest, pratiquent la politique qu'utilisaient les Américains au Vietnam dite « chercher et détruire » et qui consiste à tuer tout être vivant dans les régions non « sûres ». D'après les sources de renseignements occidentales les mieux informées, ils ne contrôlent plus, dans ces régions, que les villes. A Batabang, une des plus grandes villes du Cambodge, une garnison vietnamienne est maintenant isolée par la guérilla depuis quelques semaines et doit être ravitaillée par air. « Dans l'Ouest, c'est comme la dernière année avant la chute de Lon Nol », dit-on là-bas. Dans l'Est, les Vietnamiens contrôlent un peu mieux les routes. Aucune administration centrale ne fonctionne cependant en dehors de l'armée d'occupation. Plus encore, le pseudo-gouvernement de Heng Samrin ne parvient même pas à donner l'illusion d'un semblant de soutien populaire. Aucune photo de manifestation de

(Suite page 3)

Publication du Comités des Patriotes Cambodgiens

**Pour mieux connaître la situation passée et présente au Cambodge**

**A**UJOURD'HUI, alors que le Cambodge est occupé par l'armée vietnamienne, plus que jamais le peuple de ce petit pays a besoin de notre soutien.

Le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France s'emploie à faire connaître dans notre pays la dure et courageuse résistance du peuple cambodgien à l'occupant.

Son travail n'est pas simple, étant donné la situation difficile du gouvernement légal du Kampuchea démocratique, contraint de prendre le maquis pour mener la lutte armée. Pourtant, malgré les tentatives des occupants vietnamiens pour bloquer toute information sur la situation réelle sur le terrain, le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique poursuit son précieux travail d'information et de soutien.

Voici une liste d'ouvrages et de documents qui permettront à nos lecteurs de mieux connaître tant la situation passée que présente au Cambodge :

« Nouvelles du Kampuchea démocratique » (extraits des nouvelles diffusées par la radio *La voix du Kampuchea démocratique*). Ce bulletin mensuel fait le point de la situation militaire au Cambodge, des multiples attaques de l'armée et des guérilleros cambodgiens contre l'occupant. On y trouve aussi les déclarations officielles du gouvernement légal du Kampuchea démocratique, qui a dû prendre le maquis. Ce bulletin

est certainement un outil très précieux pour populariser la guerre populaire qui gagne chaque jour du terrain au Cambodge.

NB : tarif : 30 F par an (France) ; 40 F par an (étranger).

— Sur la première agression vietnamienne contre le Cambodge, on peut lire le « Recueil de documents concernant l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique » (janvier 1978), les « Témoignages

sur l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique » (février 1978, avril 1978 et septembre 1978, en trois tomes).

POLITIQUE ETRANGERE DU GOUVERNEMENT LEGAL

— Sur la politique étrangère suivie par le gouvernement légal du Kampuchea démocratique, on peut lire les diverses interventions prononcées à plusieurs conférences internationales : « Intervention du camarade Khieu Samphan à la conférence des pays non-alignés à Colombo » (1976), « Intervention de Ieng Sary à l'ONU » (1977), « Aide-mémoire du ministère des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique à propos des relations avec la Thaïlande ».

On peut lire aussi les comptes rendus des visites officielles du président roumain, Ceausescu, de la délégation chinoise, conduite par Tchen Yong Kouei en 1977, etc, ainsi que le compte-rendu de la visite officielle de la délégation cambodgienne en Républi-

que populaire et démocratique de Corée.

HISTOIRE RECENTE DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

— Sur l'histoire du Parti communiste du Kampuchea, on peut citer entre autres les différents discours du camarade Pol Pot à l'occasion des 17e et 18e anniversaires de la fondation du Parti.

— Sur la situation intérieure au Cambodge avant l'agression vietnamienne, les interviews de Pol Pot accordées aux délégations qui ont visité ce pays méritent également d'être lues (journalistes yougoslaves, Association Belgique-Kampuchea, Suède-Kampuchea, représentants de journaux de Hong Kong).

— Enfin, la déclaration du camarade Pol Pot donnée à Phnom Penh le 5 janvier de cette année, quelques jours avant l'arrivée des troupes vietnamiennes dans la capitale.

\* Pour commander, s'adresser à Monsieur NGHET CHHOPININTO, 53, avenue Lénine - 94250 - GENTILLY.

# DANS L'ACTUALITE

(Suite de la page 2)

masse, de soutien au régime n'a encore été publiée. Ce n'est certes pas par manque de photographes...

## LE PEUPLE CONNAIT A NOUVEAU LA FAMINE

En ce qui concerne les conditions de vie du peuple, la situation est très grave. Alors que de très grands progrès avaient été réalisés de 1975 à 1978, (le Cambodge exportait du riz), la situation créée par l'invasion plonge à nouveau le peuple dans la famine.

Le Vietnam, c'est connu, est déficitaire pour cette année de trois à quatre millions de tonnes de riz. Le pillage systématique de toutes les réserves de riz que les troupes vietnamiennes ont découvert au Cambodge, soit pour leur propre subsistance, soit pour les expédier au Vietnam a laissé une partie des paysans sans ressources. Il faut cependant noter qu'une bonne partie des réserves avaient été cachées sous forme de dépôts stratégiques en prévision d'une guerre. Ils sont aujourd'hui utilisés par le peuple et les combattants dans les campagnes.

## REPLIET GUERRILLA

D'une manière générale, d'ailleurs, il est sûr que les Vietnamiens ne s'attendaient pas à une telle préparation en face d'eux. La prise de Phnom Penh a été facile, bien trop facile. L'armée cambodgienne semblait toujours s'effondrer devant eux. En fait, ils s'aperçoivent aujourd'hui qu'elle ne s'effondrait pas, mais s'évanouissait devant un adversaire mieux équipé pour la guerre classique. C'est cette armée, ainsi que toutes les forces de guérilla populaires qui réapparaissent maintenant, et causent de très lourdes pertes à un envahisseur que plus rien ne différencie, ni par son rôle ni par ses méthodes, des anciens occupants américains. Serge FOREST

### Après une ferme riposte aux provocations vietnamiennes

# La Chine annonce officiellement le retrait de ses troupes

## «Une action limitée dans l'espace et dans le temps» avait déclaré le gouvernement chinois, il y a 16 jours

**A**INSI que l'avaient annoncé les dirigeants chinois dès le début de la contre-attaque au Vietnam, il s'agissait d'une opération limitée dans l'espace et dans le temps. Seize jours après, la Chine retire ses troupes. Celles-ci n'avaient d'ailleurs pas avancé à plus de 50 kilomètres de la frontière, n'occupant qu'une bande de terrain d'une trentaine de kilomètres en moyenne. On est loin, on le voit, de l'invasion de grande envergure dont parlait Hanoï. Les Chinois l'avaient dit et répété, ils le redisent aujourd'hui dans leur déclaration officielle : « Il n'est pas question pour nous d'occuper un pouce de territoire vietnamien, nous nous retirerons dès que nos objectifs seront atteints ».

Quels étaient ces objectifs ? Assurer de la manière la plus nette possible la défense des frontières de leur pays et affirmer hautement que la Chine n'avait nullement l'intention de laisser un quelconque pays mener des provocations sur son sol. Donner ainsi un coup d'arrêt à l'expansionnisme vietnamien.

Pendant des mois avant la contre-attaque, le gouvernement chinois avait mis en garde les autorités de Hanoï contre la poursuite de ces provocations, la presse internationale en fait foi. Pendant des mois, les provocations vietnamiennes ont continué. Nous en avons vu des exemples éloquentes à la télévision française, dans des images saisissantes tournées à la frontière où l'on voyait des soldats vietnamiens venir insulter des douaniers chinois. Au fur et à mesure que le temps passa, ces actions non seulement se multiplièrent, mais aussi changèrent de nature. Il ne s'agissait plus de cailloux lancés sur des paysans ou sur des douaniers, mais de gardes-frontières chinois pris dans des embuscades, abattus ou tués par des mines placées en territoire chinois. 40 sol-



La contre-attaque chinoise est restée limitée à une bande de terrain frontalière d'une trentaine de kilomètres en moyenne. Zone hachurée en haut de la carte.

datés chinois moururent ainsi. Et la Chine continuait de mettre en garde les dirigeants de Hanoï. « Nous sommes la troisième armée du monde, nous ne vous craignons pas » répondirent en substance ceux-ci. « Notre patience a des limites » rétorquèrent les dirigeants chinois dans un éditorial de *Renmin Ribao* datant de début février.

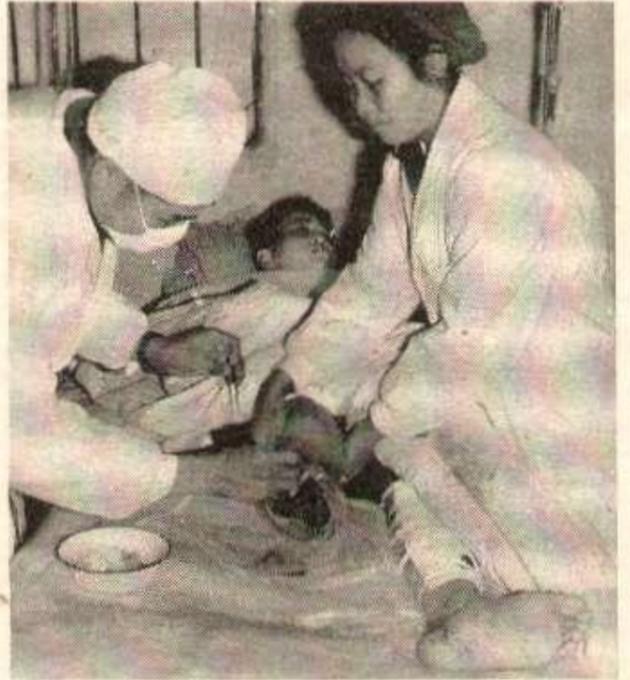
Cet ultime avertissement n'eut pas plus d'effet que les précédents.

## REAGIR OU FAIRE PREUVE DE FAIBLESSE

Dès lors, le problème était clair. Il s'agissait soit de réagir, soit d'accepter que cette situation inacceptable se perpétue indéfiniment. Les Chinois ont réagi, renouvelant en cela la tactique qu'avait adoptée Zhou Enlai en 1962, face aux provocations indiennes de l'époque, c'est-à-dire en imposant une riposte limitée mais très ferme, destinée à montrer à Hanoï que l'invincibilité de son armée n'était qu'un mythe et que, même soutenu par le social-impérialisme russe, le Vietnam ne pouvait pas perpétuellement poursuivre de telles provocations.

## RIPOSTE LIMITEE MAIS FERME

Il semble, quoiqu'en disent les dirigeants vietnamiens, que cet objectif ait été très largement atteint. La prise de Langson au terme d'une grande bataille dans laquelle Hanoï avait engagé toutes ses for-



Sur cette photo, un garde-frontière chinois amputé après avoir sauté sur une mine posée en territoire chinois par les Vietnamiens. En quelques mois, ceux-ci ont été cause de 300 morts et blessés. La Chine devait-elle continuer à endurer et faire preuve ainsi de faiblesse ? Elle a choisi de montrer sa force afin d'imposer la paix sur son territoire frontalier.

ces, la mise en alerte en catastrophe de Hanoï et le début de l'évacuation des étrangers y résidant dans la journée de lundi montre clairement que les lignes vietnamiennes avaient été enfoncées et que la route d'Hanoï était ouverte. C'est ce moment qu'ont choisi les Chinois pour annoncer leur retrait, montrant de manière flagrante que leur but réel était bien le but qu'ils avaient annoncé dès le premier jour de l'opération. Dans sa déclaration, le

gouvernement chinois reprend les propositions de négociations qu'il n'avait cessé de faire au gouvernement vietnamien même au plus fort des combats pour que soit trouvée par la négociation, une solution propre à garantir une fois pour toutes le respect des frontières.

On ne peut qu'espérer que Hanoï répondra de manière positive à ces propositions.

Serge FOREST

### Le gouvernement chinois propose une nouvelle fois des négociations

# « Nous ne prétendons à aucun pouce de territoire vietnamien »

**E**TANT donné les provocations armées et les intrusions perpétrées sans cesse par les agresseurs vietnamiens contre la Chine, les troupes de la défense-frontière chinoise ont été contraintes de leur riposter en légitime défense à partir du 17 février dernier, et maintenant, elles ont déjà atteint le but prévu. Le gouvernement chinois annonce que dès le 5 mars 1979, les troupes de la défense-frontière chinoise ont commencé à se retirer totalement à l'intérieur du territoire chinois.

Le gouvernement chinois réaffirme ce qui suit : Nous ne prétendons à aucun pouce de territoire vietnamien et nous ne permettons absolument pas qu'on envahisse le territoire de notre pays. Ce que nous souhaitons, c'est une frontière de paix et de tranquillité. Nous espérons que cette juste position du gouvernement chinois sera respectée par le gouvernement

vietnamien et les gouvernements des autres pays du monde. Nous tenons à avertir les autorités vietnamiennes qu'après le retrait des troupes de la défense-frontière chinoise, elles ne doivent entreprendre aucune provocation armée ou incursion contre les régions frontalières chinoises. Le gouvernement chinois déclare solennellement que la partie chinoise se réserve le droit de riposter à nouveau en légitime défense, au cas où de pareilles activités se renouveleraient.

Nous préconisons depuis toujours que les différends entre Etats doivent être réglés pacifiquement par voie de négociations. Le gouvernement chinois propose encore une fois que les parties chinoise et vietnamienne entament rapidement des négociations en vue de discuter des mesures propres à assurer la paix et la stabilité dans les régions frontalières des deux pays et, partant, de résoudre les litiges concernant les problèmes fron-

talier et territorial. Nous espérons en toute sincérité que la partie vietnamienne y répondra positivement. Le gouvernement chinois est disposé à prendre sérieusement en considération toute proposition permettant de garantir la paix et la stabilité dans les régions frontalières et de régler les différends qui s'y rapportent.

Il existe une amitié traditionnelle entre les peuples

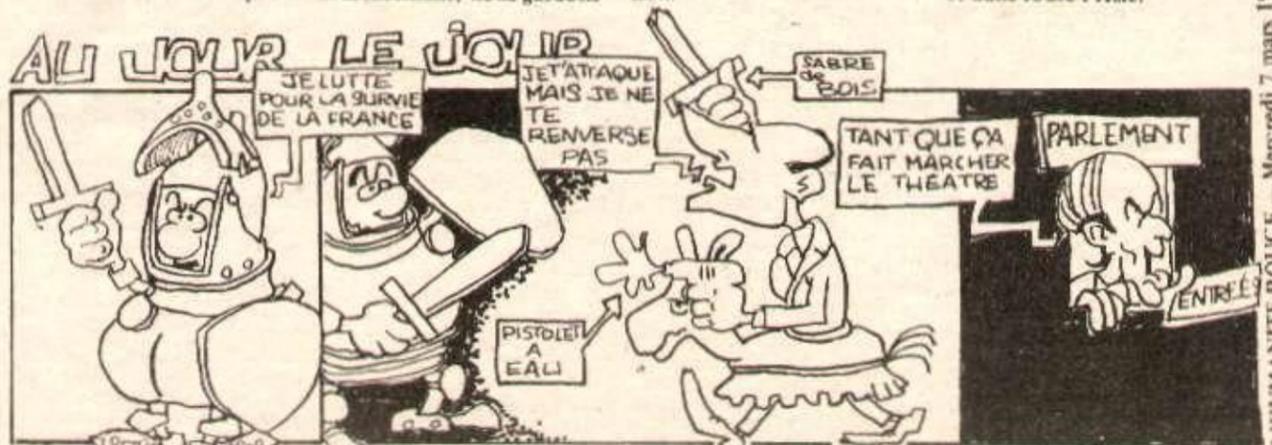
chinois et vietnamien qui correspond non seulement aux intérêts de ces deux peuples, mais aussi à ceux de tous les pays de tout le Sud-Est asiatique, de toute l'Asie et du monde entier. Le peuple chinois attache un grand prix à son amitié avec le peuple vietnamien. Bien qu'au cours des dernières années, cette amitié ait été atteinte malheureusement, nous gardons

toujours le vif espoir qu'elle sera rétablie.

Nous espérons que les autorités vietnamiennes prendront à cœur les intérêts fondamentaux des deux peuples, mettront fin à leur politique d'opposition et d'hostilité à la Chine, de sorte que les peuples chinois et vietnamien puissent vivre en bons termes de génération en génération.

Nous sommes persuadés que la position positive et constructive de la Chine bénéficiera d'une sympathie générale et d'un large soutien sur le plan international. Nous souhaitons en même temps que tous les pays et peuples du monde épris de paix et de justice prennent des mesures afin d'amener les autorités vietnamiennes à cesser immédiatement leur agression contre le Kampuchea et à retirer en déca des frontières vietnamiennes toutes leurs troupes d'agression opérant au Kampuchea, et ce, dans l'intérêt de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans le Sud-Est asiatique et dans toute l'Asie.

Déclaration de l'Agence Chine nouvelle.



Assurances

# A la Winterthur, c'est bien parti !

**L**ES assurances, secteur peu mobilisé ces dernières années, sont aujourd'hui en pleine ébullition : peu de compagnies échappent au mouvement qui va du débrayage ponctuel à la grève avec occupation (UAP-Paris, La France...). Les mutuelles elles-mêmes (MAIF à Nîort) n'y échappent pas.

En effet, après des années de concertation salariale entre organisations syndicales et la fédération patronale FFSA, celle-ci à cette année rompu cette politique et fixe unilatéralement le rattrapage des salaires de 1978 à 0,8% : augmentation dérisoire, après deux années de plan Barre consciencieusement appliqué par la FFSA.

L'austérité, c'est le chômage et la baisse du pouvoir d'achat : c'est contre le deuxième aspect que les travailleurs des assurances ont entamé une lutte vigoureuse.

À la Défense, la Winterthur est en grève illimitée depuis le 21 février. Compagnie suisse, c'est la première compagnie étrangère d'assurances en France. Elle y compte 1 200 salariées, 730 à la Défense, dont 600 employés et agents de maîtrise. Après l'interview des grévistes de l'UAP, voici celle du comité de grève de la Winterthur.

Judi 1er mars, 17 heures on entre dans la salle où se réunit le comité de grève : la discussion sur la collecte est animée. On se présente des camarades de la cellule de la Défense du PCML venus interviewer les employés de la Winterthur en grève et apporter un message de soutien.

teaux (étages) en y tenant des réunions d'information plus ou moins illégales.

Le 21, c'est la surprise, on est 150 dans le hall. D'habitude, on était une trentaine et la boîte n'avait pas bougé depuis 1968, l'esprit de concertation dominait.

Ce jour-là, le cahier de revendications est élaboré (voir encadré). Le lendemain, réunion normale du comité d'entreprise. Les délégués présentent le cahier pendant que les gens sont dans le hall. En apprenant le refus de discuter de la direction, spontanément les gens ne « remontent » pas. La grève commence comme ça. Elle sera officiellement

annoncée par les syndicats le soir, après une journée animée où les grévistes monteront questionner eux-mêmes la direction à son étage, le « sanctuaire ».

Aujourd'hui, septième jour de grève, on est 250 grévistes (sur 600 employés environ) et pour certaines action 280.

Q : Que faites-vous vis-à-vis des non-grévistes ?

R : En gros, il y a des plateaux presque complets de grévistes et des plateaux presque complets de non-grévistes.

En particulier les poils de dactylographie et la comptabilité ne sont pas en grève, et les pressions de la hiérarchie y sont fortes : certaines employées, grévistes au début, ont dû remonter.

Nous organisons des groupes de discussion de 20 grévistes qui passent discuter avec les non-grévistes, des défilés de tous les grévistes en silence dans les services, etc.

De toute façon ils travaillent au ralenti.

Q : Et les cadres ?

R : Il s'est passé quelque-chose de formidable : ils se sont réunis à 80 (sur 130) et ont fait une motion nous soutenant entièrement, s'engageant à ne pas livrer le nom des grévistes, à ne pas tenir compte du rôle

dans la grève pour les notes etc. Bien qu'eux-mêmes ne fassent pas grève, il y avait une trentaine de grévistes de plus le lendemain.

Q : Comment atteignez-vous le patron au portefeuille ?

R : Les « perfos » sont toutes en grève : l'ordinateur est donc bloqué et le quittancement (fabrication de quittances d'assurances) ne peut pas être fait. Les primes ne sont pas touchées, le patron perd de l'argent. Mais les agents (\*) aussi commencent à s'inquiéter car les règlements de sinistres ne sont pas faits, les nouveaux contrats ne sont pas établis et ils risquent

de perdre des clients. De plus les primes n'étant pas touchées, les agents ne touchent pas leur commission. La direction mécontente ainsi ses agents.

Q : La perforation des cartes informatiques peut être faite par des sous-traitants, d'autres sociétés d'assurance de la Défense... Une délégation de 150 grévistes est allée à la manifestation banques/assurance/SFP du 28 février.

R : Non, car l'informatisation du travail est loin d'être complète et le personnel en grève est nécessaire au travail même si la partie informatique était faite ailleurs : de toutes façons pour sortir les dossiers, il faudrait des camions entiers !

Q : Comment organisez-vous la grève ?

R : Financièrement ça va : on a été intégralement payé sur février (le virement était déjà fait). C'est fin mars qu'on va le sentir, c'est pour ça qu'on prépare le plan de collecte. « On », c'est le comité de grève : on est 20, avec égalité hommes-femmes, délégués-non-délégués.

Tous les soirs, on se réunit pour préparer la journée du lendemain. On a mis sur pied des commissions (femmes, informatique, horaires mobiles) et on travaille à la popularisation : affiches, presse, manifestations à la Défense... Une délégation de 150 grévistes est allée à la manifestation banques/assurance/SFP du 28 février. Et maintenant, vous nous excusez, il faut préparer la journée de demain...

(\*) Les agents d'assurances sont les intermédiaires (non-salariés mais profession libérale) entre les compagnies d'assurance et les clients. Ils touchent une commission sur les primes encaissées. Exemple : 25% sur une prime incendie à la Winterthur.



Les grévistes de l'UAP de Paris ont poursuivi l'action après l'évacuation des locaux par la police. Ici, on les voit avant l'évacuation des locaux (Photo Pol Gornek)

SFP

## Où en est la grève ?

**L**ES travailleurs de la SFP se battent toujours contre les licenciements. Le seul résultat concret de la lutte a été que, la semaine dernière, pour la première fois, le PDG Clermont-Tonnerre a accepté de suspendre le préalable des licenciements jusqu'au 9 mars, ceci à condition que l'intersyndicale suspende le référentiel qu'elle avait engagé pour empêcher Cler-

mont-Tonnerre de déposer le 5 mars sa demande de licenciement à l'administration.

L'intersyndicale s'est fait alors mandater à l'assemblée générale de la bourse du travail pour négocier à la seule condition de pouvoir rompre dès la première menace de licenciement et pouvoir riposter aussitôt par la grève générale de toutes les sociétés ex-ORTF avec le programme minimum.

La direction a donc accepté de présenter un groupe de travail mettant en présence les représentants du groupe ex-ORTF, les représentants de la fonction publique, du ministère du Travail, etc., face aux représentants syndicaux de l'ex-ORTF. Tout ça, c'était pour les reclassements, la retraite anticipée, les reconversions, etc.

Mais, une fois l'ordre du jour accepté, il y a eu des « clashes » : le premier, ce fut que les syndicats FO et le SCORP étaient présents. L'intersyndicale refusa alors de siéger avec des gens qui présentaient eux-mêmes des listes de licenciements. Une fois expulsés, l'intersyndicale refusa tout net de siéger avec le groupe ex-ORTF qui n'était autre

que les mêmes personnes qui avaient reparti arbitrairement les 15 000 agents de l'ORTF en 1974. Il y eut alors rupture.

### EXIGENCES DES SYNDICATS

Ce fut pendant ce week-end qu'une ultime réunion avec le ministre Lecat, ce lundi matin 5 mars, apporta quelques éléments relativement nouveaux qui ont empêché le recours à la grève générale.

Les éléments qu'exigent les syndicats résident dans un volume de production pouvant garantir le plein emploi des 3 000 travailleurs de la SFP. Ce volume de production promis par

Lecat devait être de 20% supérieur au précédent, mais les experts syndicaux ont démontré qu'en réalité, avec le coût de la vie et le fait qu'il était calculé à partir de 1978, qui était une mauvaise année, cette augmentation se réduisait à 5%. Mardi 6, Clermont-Tonnerre doit donner des chiffres exacts sur les possibilités d'augmentation de la production.

### GREVE TOUJOURS MASSIVE

La grève, elle, est toujours aussi massivement suivie et les travailleurs sont toujours aussi déterminés.

Comme actions, les bureaux des cadres répressifs ont été vidés, y compris les

téléphones, et démenagés par camions entiers dans Joinville occupé. Les films continuent à être diffusés et le film « Le tournage de la lutte » continue. Vendredi dernier, le Capitole a été bloqué 40 minutes à la gare d'Austerlitz. Une conférence nationale a été interrompue et annulée au siège national des ANPE d'Issy-les-Moulineaux pour exiger la levée de l'interdiction du film de la grève de la SFP que nous avons demandé les syndicats. Il y a eu aussi l'envahissement d'un studio de tournage d'une émission, tournée par une boîte privée. Il y a encore d'autres actions en cours et en préparation.

Les marxistes-léninistes de la SFP

## Le mouvement se poursuit dans les assurances

# La police fait évacuer les locaux des UAP

**L**E mouvement se poursuit dans les assurances malgré la répression qui s'organise. En effet, la police est venue faire évacuer les locaux des UAP à Paris, rue Le Peletier, boulevard Hausman, boulevard des Italiens et rue Saint-Georges. Ces quatre établissements étaient occupés par les employés depuis le 16 février, et le tribunal des référés avait autorisé la direction à recourir aux forces de l'ordre si les locaux n'étaient pas libérés le 3 à 16 heures. Comme précédemment, au GAN, rue de Paradis, la direction des

UAP a fait appel à la police et veut utiliser la force pour faire plier les travailleurs.

Pourtant, le mouvement continue, aux UAP et dans les autres assurances parisiennes, la France, le Nord, la Winterthur, le Secours et la Soravi. Seules la Préseratrice et la CNA ont repris le travail après des reculs des directions sur les revendications.

Pour le reste, le mouvement aurait plutôt tendance à se développer en province. Mardi 6, les fédérations des assurances ont prévu de se rencontrer pour voir les actions à impulser.



Manifestation contre les centrales nucléaires du Pellerin. Centre l'avis de la population, le conseil général a volé pour son implantation (photo HR).

### Conseils généraux

## Instance locale mais aussi rouage de l'Etat

**L**ES élections cantonales auront lieu le 18 mars prochain. Il s'agit de renouveler de moitié les conseillers généraux. Ceux-ci, bien qu'élus au suffrage universel, ne sont en rien indépendants du pouvoir d'Etat. S'il est extrêmement rare de voir un conseil général soutenir des travailleurs en lutte, il est courant qu'il alloue des subventions à des patrons. Les conseils généraux ne font, en fait, qu'appliquer la politique du pouvoir à quelques nuances près.

Le 18 mars auront lieu les élections cantonales. Ce scrutin a pour but de renouveler la moitié du Conseil général de chaque département et concerne, au total, 1 831 sièges. Les élections cantonales qui ont lieu tous les trois ans passent relativement inaperçues à côté des présidentielles, législati-

ves et même municipales qui donnent lieu à un battage monstre. De la même manière, la composition et les attributions du Conseil général restent obscures pour beaucoup de gens.

Le Conseil général est au département ce qu'est l'Assemblée nationale au pays

ou le conseil municipal à la commune. Il est composé de membres élus au suffrage universel, chaque canton étant représenté par un élu.

### GÉRER DANS LE CADRE DU DÉPARTEMENT

Le rôle du Conseil général est de gérer, de faire fonctionner, voire aussi de créer les services départementaux. Parmi ceux-ci, citons : l'aide sociale, la voirie, l'enseignement (construction, transports et bourses scolaires), les équipements sportifs, les transports en commun, l'équipement des hôpitaux, etc.

Il s'occupe aussi de l'implantation des industries, des grands travaux. Il assure le paiement du personnel employé par les administrations départementales.

Pour financer tout ceci, le Conseil général dispose d'un budget qui, annuellement, est de l'ordre de plusieurs centaines de millions de francs. Ces ressources proviennent de deux sources principales : les subventions de l'Etat et... les impôts locaux. Une autre source est constituée par le revenu des diverses possessions du département.

Les orientations, les décisions de l'assemblée départementale sont financées soit par les subventions de l'Etat, soit par les impôts locaux, au moyen donc de la contribution des travailleurs, contribution qui s'alourdit d'année en année.

### ... DANS L'ORIENTATION DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

L'élection des conseils généraux au suffrage universel et leur caractère local ne change rien au fait qu'ils ne sont que des courroies de transmission du gouvernement, des rouages de l'appareil d'Etat capitaliste. Si jamais le Conseil général d'un département décide de prendre des mesures contraires à la politique du pouvoir, le préfet a toute latitude de les casser. C'est lui qui, en dernier ressort, tranche en cas de litige. La démocratie locale par le biais des conseils généraux n'est qu'un mythe. S'il est extrêmement rare qu'un conseil général aide d'une manière ou d'une autre des travailleurs en lutte, par contre il est courant qu'il distribue généreusement les subventions des capitalistes, soit afin qu'ils viennent s'implanter dans le département ou pour d'autres raisons.

Une illustration du rôle que jouent les conseils généraux a été donnée par celui du Finistère. Ce conseil a, en effet, voté, voilà trois ou quatre mois, l'implantation d'une centrale nucléaire dans le département alors que les habitants de la région refusent cette implantation en raison des expropriations et autres méfaits qu'elle occasionnerait si elle avait lieu.

### Ericsson : Dernière minute

Les CRS sont intervenus contre les travailleurs jeudi soir. Cela n'a pas cassé la combativité des grévistes qui ont organisé une journée portes ouvertes pendant le week-end et qui poursuivent leur occupation avec piquet de grève. La direction manœuvre : elle a reporté la réunion du comité d'entreprise à jeudi. (Article plus important suivra).

### Brest

## Deux militants devant le tribunal le 9 mars pour avoir distribué un tract aux soldats

## Venez nombreux au procès

**D**EUX militants passent au tribunal correctionnel de Brest, le 9 mars pour « incitation de militaires à la désobéissance par distribution de tracts ».

Ils avaient été arrêtés, gardés à vue, leur domicile perquisitionné, en juin 1978, alors que l'un d'eux distribuait un tract « Soldat du peuple » aux soldats participant au nettoyage des côtes polluées par l'Amoco-Cadiz. Ce tract réclamait : « Que les pollueurs soient les payeurs, que les soldats travaillent dans de bonnes conditions sanitaires, la liberté d'expression à l'armée ». Rien de bien extraordinaire !

Les organisations soussignées considèrent que ces inculpations sont une atteinte intolérable aux libertés démocratiques et que le texte du tract ne justifie absolument pas ces inculpa-

tions, que ce sont ceux qui dénoncent la marée noire que le pouvoir inquiète alors que les responsables restent intouchables. Qu'une fois de plus, s'adresser à des soldats par tracts provoque une réaction immédiate du pouvoir.

En conséquence, les organisations soussignées appellent à venir nombreux au procès, vendredi 9 mars, 8 h 30, et réclament la relaxe pure et simple des deux inculpés.

Organisations signataires : PCML, PCRml, PSU, LCR, Comité de marins « Tonnerre de Brest », COBAR, Collectif Amoco-Cadiz, (Clun de Brest, Landerneau, Plomogot, Comité anti-marée noire, CSCV, Union des consommateurs du Nord-Finistère, Skolannemav, SEPNB, les Amis de la terre du Léon) Paysans-travailleurs du Finistère.

### SNCF PTT

## Le temps est à la grève !

**M**ERCREDI 7, la direction de la SNCF signe avec le ministre des Transports le « contrat d'entreprise », c'est-à-dire l'application du plan Guillaumat. C'est un plan qui prévoit de rentabiliser la SNCF par de nombreux aménagements du réseau, suppressions de lignes secondaires ou d'arrêts « omnibus », augmentation du tarif des passagers de seconde, libéralisation des autres tarifs... Nous avons déjà eu l'occasion d'en parler.

Les usagers qui sont souvent déjà pénalisés (trains bondés, forte augmentation des tarifs, multiplication des

amendes et contrôle conçu comme un flicage...) auront encore à supporter augmentations de tarifs et suppressions de trains. Quant aux travailleurs de la SNCF, ils voient les effectifs diminuer au fil des ans. La productivité doit augmenter de 3 % en moyenne par an et les syndicats prévoient une baisse inquiétante de 20 000 à 30 000 emplois d'ici à 1982.

C'est pour réagir contre cette évolution que pour la première fois depuis des années, les sept fédérations syndicales appellent à une grève de 24 heures, mercredi 7. Un bon nombre de trains seront supprimés dès mardi 20 heures.

**C'**EST à la Maison des Syndicats que se retrouvent tous les jours les travailleurs du centre de tri de Trappes depuis l'intervention des CRS. C'est de cette façon que l'administration compte essayer de faire effilocheur la grève à partir des non-grévistes.

Maintenant le renforcement de leur mouvement dépend de la solidarité active des postiers des autres centres. Comme ceux de Pontoise en octobre dernier ou, par exemple, plus récemment ceux de Limoges, ils ont les yeux fixés sur les autres centres de tri et en particulier ceux de Paris. Hier, lundi, le mot d'ordre de grève a bien été suivi par les postiers des Yvelines. Voici quelques pourcentages que nous venons de recevoir :

Centre de tri de la gare du Nord : 65 % de grévistes.

Gare de l'Est : 60 %, Tolbiac : 75 %. Il était prévu aussi qu'Austerlitz et Brune débrayeraient lundi soir mais à l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'avons pas plus de précision à leur sujet.

Pour la banlieue : Pontoise : 50 % de grévistes. Créteil : 70 % en jour et 95 % en nuit. Evry : 75 % (évacué deux fois par les flics). Grève également à Bobigny.

Camarades postiers, afin que vous puissiez travailler plus efficacement au travail de soutien, dans le numéro du journal de demain, nous ferons le point et ferons paraître l'interview de délégués CGT-CFDT du centre de tri de Trappes. Dès maintenant, passez vos commandes (nous vous rappelons que pour les avoir rapidement, vous pouvez téléphoner jusqu'à 11 h 30, mercredi).

## Notre participation aux cantonales

**A**L'OCCASION des élections cantonales, les marxistes-léninistes feront campagne pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, des petits paysans et des couches populaires face à l'offensive du pouvoir. La lutte contre les licenciements, contre la vie chère, contre la ruine des paysans, la défense des revendications des travailleurs, la lutte contre les deux superpuissances et les entreprises agressives de l'URSS en particulier, constitueront la base générale de notre campagne.

Nos militants interviendront aussi sur les problèmes locaux, tels que les impôts locaux, la politique du logement, les constructions scolaires, les centra-

les nucléaires, les implantations d'autoroutes, les expropriations, etc.

Notre Parti participera à ces élections de différentes façons. Dans les quelques régions et localités où son implantation le lui permet, il présentera des candidats qui seront ainsi en mesure d'accroître l'audience de la plateforme qu'il présente et de lier cette plateforme politique aux revendications locales.

Ailleurs, il présentera cette plateforme aux candidats susceptibles d'en discuter et leur demandera de s'engager publiquement à l'approuver globalement. Il arrivera alors qu'il appelle à voter pour ces candidats tout en développant de multiples façons les différents axes de sa plateforme politique.

«Problème d'argent, problème global» leur a-t-on dit

## Pas de problème ! Ils ont bloqué la Maison du quartier

**L'**ARLEQUIN, un quartier neuf dans la banlieue sud de Grenoble, interminable muraille de béton en zig-zag et en couleur. C'est là que la municipalité PS a érigé son quartier pilote au début des années 1970 avec, au centre, un bâtiment aux multiples fonctions : la maison de quartier à la fois CES, centre social et culturel. Mardi 27 février à 8 heures, les portes du CES-maison de quartier sont restées fermées, bloquées à l'aide de chaînes. Des dizaines d'enfants, les professeurs, la directrice sont restés dehors parce que les animateurs basés dans cette maison font grève.

Depuis un an, les cinquante-cinq employés de l'AEPASC, association gérée par les élus de gauche de Grenoble, qui rassemble les animateurs et le personnel administratif de tous les équipements de quartier (maisons de l'enfance, activités adolescents, ateliers pour adultes) négocient une grille de salaires unique avec leurs employeurs.

Ils ne veulent plus être répartis dans huit grilles différentes : quatre pour les administratifs, quatre pour les animateurs, avec des différences de salaires et de règles d'avancement sans aucune logique et sans garanties de l'emploi. Après une année de discussion en commission paritaire, ils sont arrivés à un accord sur une grille unique qui permettrait un avancement plus rapide des bas salaires et un rétrécissement de la hiérarchie. La grille doit être appliquée le 1er janvier 1979.

Le 22 février, les trois-quarts du personnel se mettent en grève illimitée, piquets, diffusions de tracts sur le quartier et sur la ville, panneaux, etc. Devant le refus des élus de céder aux revendications, ils décident une action plus efficace et plus spectaculaire : bloquer le CES-maison de quartier pendant une journée et convoquer la presse pour expliquer leur action.

### PROBLEME D'ARGENT...

Mais surprise, au mois de janvier, plus question de changement de grille. Etonnés, les délégués du personnel demandent des explications. Il n'y a plus d'argent, leur répond-on. Le comité d'entreprise étudie alors les comptes et découvre de l'argent non dépensé en 1978 et démontre que le budget de l'AEPASC suffit à appliquer la nouvelle grille.

### PUIS PROBLEME GLOBAL

Les élus répondent à cela, qu'en fait, ce n'est pas une question d'argent mais un problème global. Il y a

beaucoup d'autres animateurs sur Grenoble, souvent plus mal payés qu'à l'AEPASC (ce qui est vrai) et ils sont en train d'étudier un projet global de statut qui s'appliquerait à tous. Seulement voilà, ce projet ne sera pas au point avant fin 1979 et en attendant la grille de l'AEPASC ne sera pas appliquée.

### RAS-LE-BOL

Alors là, le personnel s'est mis en colère. Comment, un an de discussions pour rien ? Et un futur statut d'animateurs probablement en retrait par rapport à celui qu'ils avaient obtenu, sans compter des salaires en baisse de 2% avec les mesures Barre sur la Sécurité sociale.

Le 22 février, les trois-quarts du personnel se mettent en grève illimitée, piquets, diffusions de tracts sur le quartier et sur la ville, panneaux, etc. Devant le refus des élus de céder aux revendications, ils décident une action plus efficace et plus spectaculaire : bloquer le CES-maison de quartier pendant une journée et convoquer la presse pour expliquer leur action.

### CES BLOQUE PRESSE CONVOQUEE

C'est pourquoi, mardi 27 février, élèves et professeurs

qui avaient été avertis la veille se sont retrouvés dehors.

À la conférence de presse, les délégués des grévistes ont présenté leur lutte avec le soutien de leurs syndicats CGT-CFDT. Un délégué de l'agence d'urbanisme est intervenu pour soutenir les grévistes de l'AEPASC et signaler que le personnel de l'agence d'Urbanisme qui a aussi des élus de gauche comme patrons est en lutte depuis plusieurs mois pour une nouvelle grille de salaires. La discussion bloque là encore sur l'avancement des bas-salaires.

À la fin de la conférence de presse, les délégués de l'AEPASC ont été convoqués à l'improviste en mairie pour y rencontrer leurs employeurs. Les propositions faites étant inacceptables, mercredi, en assemblée générale, le personnel a décidé la poursuite de la grève. Il propose l'élargissement du mouvement revendicatif à l'ensemble des associations du secteur socio-éducatif et appelle à un meeting de concertation sur les modalités d'une action commune.

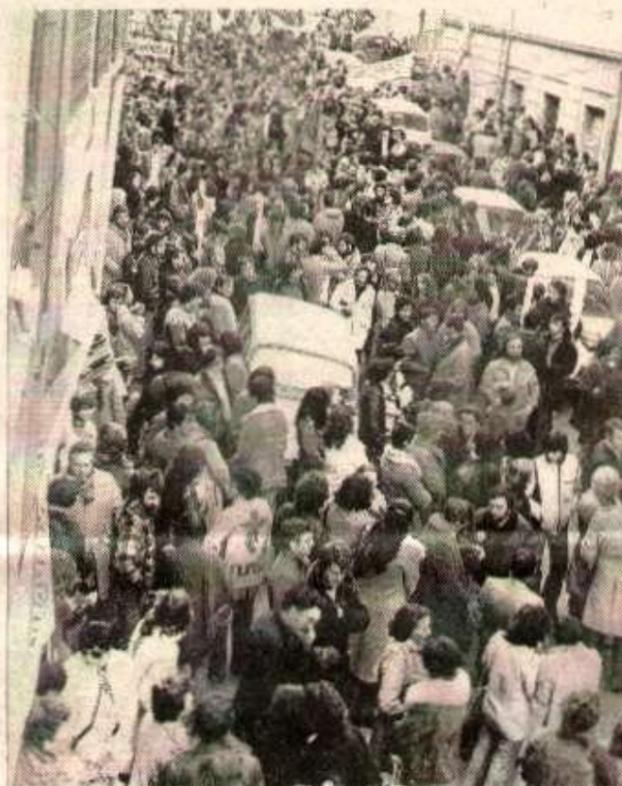
Grenoble, mercredi 28 Février.

Article fait en commun par des lecteurs du *Quotidien du peuple* et de *l'Humanité rouge*.

Les enseignants ne sont pas seuls touchés

## Beullac n'épargne pas le personnel d'intendance

**L'**ES intendants, les attachés d'intendance à l'appel du syndicat SNIEN ont fait grève le lundi 5 mars. Les enseignants ne sont pas les seuls à faire les frais de la politique de Beullac, le personnel non enseignant en paie aussi les pots cassés.



Le 23 février, 3 000 à 3 500 enseignants et parents d'élèves, avec la participation de la CFDT et de la CGT, ont manifesté contre les fermetures de classes. Partout en France, les parents d'élèves et les enseignants s'insurgent, déterminés, contre Beullac qui veut jeter les enfants à la rue.

Ainsi le personnel d'intendance doit-il jouer, en quelque sorte, le rôle de l'« homme-orchestre » dans son lycée ou dans son CES, préparer les menus de la demi-pension, acheter le matériel, gérer le travail des agents de service, de cuisine, de nettoyage et d'entretien.

Les tâches d'intendance, vu leur spécificité, peuvent être l'objet de la cristallisation du mécontentement des enseignants, des parents d'élèves et des élèves ou, du moins, le ministère de l'Éducation a conçu cette fonction afin qu'elle puisse être le catalyseur de tout ce qui ne va pas dans l'établissement scolaire.

### JONGLER AVEC LES CRÉDITS

Le personnel d'intendance doit littéralement jongler avec les crédits du ministère de l'Éducation nationale. Souvent du reste, les subventions ministérielles suffisent juste à subvenir aux dépenses en chauffage et en électricité.

### DES CONDITIONS IMPOSSIBLES

On se rappelle du mouvement revendicatif de la rentrée scolaire qui faisait siennes les revendications du

personnel de service, d'entretien, d'intendance. Dans l'académie de Rouen, les enseignants du lycée-Jeanne-d'Arc ont lutté jusqu'à la réintégration de deux maîtres-auxiliaires et d'un membre du personnel. A Tourcoing, au CES-le-Marière, l'unité du mouvement s'était construite, entre autres, sur le budget du CES qui s'élevait à 180 F pour 1978, rendant impossible l'achat d'un minimum de matériel pour fonctionner.

### FAIRE AUGMENTER LES CRÉDITS

C'est pourquoi une des revendications du personnel d'intendance est l'augmentation des crédits à laquelle viennent se greffer une augmentation des postes d'intendance et l'exigence d'une réelle formation initiale et continue.

Ces revendications ne peuvent laisser indifférents enseignants et élèves. En effet, si le personnel d'intendance formule ces exigences, c'est bien sûr pour améliorer ses conditions de travail. Mais cela suppose aussi de meilleures conditions de travail pour les enseignants et de meilleures conditions d'étude pour les élèves.

Nathalie VILLOTIERS

## Berliet - RVI

Ils débrayent, ils font grève

## «Conjoncture», «structure», les travailleurs ne sont pas dupes

**B'**ERLIET est en mauvaise santé. Il est en déficit. La direction a fait le bilan : c'est la faute à la « conjoncture » et à la « structure ». Pour « assainir » la situation, elle s'en prend aux emplois et aux salaires. Mais les 20 000 travailleurs de Berliet-RVI ne restent pas les bras croisés !

La faute à la conjoncture ? Pour soigner la « conjoncture », le PDG supprime près de mille emplois en offrant une prime de départ. Pour soigner la « structure », il organise 873 suppressions d'emploi (cadres et techniciens). Dans un cas comme dans l'autre, ce sont les emplois qui sont menacés. Les travailleurs ne sont pas dupes, aujourd'hui on donne une prime de départ et demain, ce sera le licenciement pur et simple. D'ailleurs, Zanotti, le PDG a annoncé 5 000 suppressions d'emplois d'ici 1983 !

### AUTRE «REMEDE» : PONCTION SUR LES SALAIRES

Il n'y a pas que les em-

ploiés qui sont menacés, le pouvoir d'achat des ouvriers ne cesse de diminuer. Augmentation des cotisations de Sécurité sociale, diminution des horaires de travail sans compensation de salaires, retard sur l'indice des prix, tout cela fait qu'en réalité, la paie des travailleurs tend à baisser. C'est bien sûr un des remèdes de la direction pour « assainir » la situation financière de l'entreprise.

### L'INQUIETUDE MAIS AUSSI LA COLERE

L'inquiétude grandit chez les « Berliet », mais

aussi la colère. Depuis le début de l'année, les débrayages se succèdent : arrêts de travail et défilés de milliers de travailleurs dans les ateliers. (Grève des peintres CDI (peinture des cabines de camion). Arrêt de la production à l'usine de montage de ponts à Saint-Priest.)

Deux grandes démonstrations de force dans le centre de Lyon : le 15 février, venant de Vénissieux, plus de 5 000 travailleurs arrivent en train spécial à la gare des Brotteaux, à Lyon, et manifestent jusqu'à la Part Dieu, le grand centre des affaires de la capitale Rhône-alpine.

Le 22 février, nouvelle grande manifestation dans le centre de Lyon, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO. Des milliers de travailleurs bloquent les grands axes routiers et notamment l'entrée du tunnel sous Fourvière.

### TOUT LE TRUST ÉBRANLÉ

Tout le trust Berliet-RVI est ébranlé par les débrayages et les mouvements de grève. Les revendications générales sont 350 F d'augmentation par mois et pas de salaire en-dessous de 3 000 F. Il y a aussi des revendications particulières, par exemple contre l'accélération des cadences à l'usine des ponts de Saint-Priest. Les 20 000 travailleurs de Berliet-RVI sont en train de montrer qu'ils ne resteront pas les bras croisés devant le patronat qui tente « d'assainir » la situation en s'attaquant à l'emploi.

La situation à Berliet a des répercussions sur toute la région. En luttant pour l'emploi et pour de meilleurs salaires, les travailleurs de cette entreprise luttent aussi dans l'intérêt de tous les autres travailleurs de la région.

Groupe presse de Lyon.

## La Paillade (Montpellier) Un bon panneau d'affichage



Cet affichage a été réalisé à La Paillade (Montpellier) sur le marché, au lendemain de l'annonce de la contre-attaque chinoise. Avec quelques affiches centrales et un texte manuscrit, la cellule du PCML de La Paillade a réussi à un bon type de propagande.

### CDF Chimie Lorraine (Saint-Avold)

## Reprise du travail

Le personnel de la plate-forme a décidé la reprise du travail par 916 voix pour et 160 voix contre. Les organisations syndicales avaient demandé au paravant aux travailleurs de voter la reprise. L'intersyndicale dans son ensemble considérait que la poursuite de la grève aurait été en pure perte ; le protocole n'aurait plus varié de beaucoup... Un protocole sera signé par l'ensemble des syndicats à l'exception de la CGT.

Il faut voir plus en détail ce qu'en pensent les travailleurs.

Le travail a repris sur l'ensemble de la plate-forme.

Voici un bref extrait du protocole : « (...) La décision de suppression d'emplois envisagée au comité d'établissement des usines de Lorraine du 24 janvier 1979 est suspendue jusqu'à fin mars 1979. D'ici là la direction des usines de Lorraine procédera avec les chefs de service intéressés à un nouvel examen des suppressions de postes envisagés au nombre de 170 non cadres et de 7 cadres et en informera les organisations syndicales.

Le nombre des départs anticipés qui excéderait celui des suppressions d'emplois sera compensé par des embauchages après accord de l'Inspection du travail (...). Il sera versé une avance sur salaire de 1 800 F dans le courant mars qui fera l'objet de retenues mensuelles de 150 F à partir de la paie de mars (...).

La direction générale accepte de

négocier un protocole de transfert en cas de filiation, devant assurer un certain nombre de garanties au personnel, dont des garanties de reclassement en cas de suppression d'emplois à CDF-Chimie ou dans une filiale, sur la plate-forme concernée ou dans les autres sociétés du groupe « dans la limite des postes disponibles à court terme en recherchant toutes les possibilités d'offrir aux intéressés une situation équivalente ».

### Nancy

## Manifeste contre le meeting de l'«eurodroite»

L'EURODROITE ayant annoncé son intention de faire un meeting le 23 mars, diverses organisations ont réagi demandant son interdiction. Elles ont adopté le communiqué ci-joint.

« A l'appel de la Ligue des droits de l'homme, du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) et de la LICA (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme), les organisations soussignées manifestent leur indignation à l'annonce de la tenue d'un meeting de l'Eurodroite le 23 mars à Nancy.

Elles rappellent que sous les oripeaux de l'Eurodroite se cachent les méthodes et les objectifs du fascisme :

— Une idéologie raciste, xénophobe, antiféministe, antisociale, antidémocratique ;

— Une doctrine qui vise à la destruction de toutes les libertés démocratiques, y compris la liberté d'expression qu'elle revendique aujourd'hui pour elle-même.

Elles rappellent qu'en cette période de difficultés économiques que traverse notre pays, et particulièrement la Lorraine, elles ne peuvent tolérer toute manifestation de propagande favorisant la résurgence du fascisme.

Elles rappellent la longue série d'attaques contre les personnalités juives, les assassinats, les sévices contre les travailleurs immigrés, les attentats contre les synagogues, les monuments de la Résistance, les sièges des organisations démocratiques.

Les organisations soussignées considèrent qu'en autorisant ce meeting qui constitue une provocation, les autorités administratives compétentes prendraient une lourde responsabilité dans les troubles qui pourraient en résulter et offenserait la mémoire des millions de victimes du nazisme.

En conséquence, elles exigent l'interdiction du meeting fasciste du 23 mars et lancent un appel à tous les démocrates nancéiens à participer à une manifestation antifasciste le jour même, en une heure et un endroit qui seront déterminés ultérieurement ».

Les associations soussignées : Action ouvrière et professionnelle ; ACCI ; ACJ ; ANACR ; CDS ; CGT ; Déportés juifs de France ; Engagés et combattants juifs ; FEN ; FNDIR ; FNDIRP ; Groupes femmes ; JCR ; ICR ; Ligue des droits de l'homme ; LICA ; MRAP ; MRG ; PCF ; PCML ; PCRml ; PS ; PSU ; RPR ; UDF ; UEJF.

Les organisations qui voudraient s'associer à cet appel doivent s'adresser à : LICA, 123, rue Saint-Dizier - Nancy (Tél : 35-18-15) ; MRAP, 4, rue des Quatre-Eglises - Nancy (Tél : 35-23-74) ou Ligue des droits de l'homme, 5, cours Léopold - Nancy.

### Malakoff(92)

## Les agents de la Thomson CSF en grève

LES agents techniques de Thomson-CSF sont en grève. Thomson-CSF est un trust de l'électronique. Ici, il y a 2 400 travailleurs dont 380 agents techniques. Parmi ceux-ci, plus d'une centaine sont en lutte à Malakoff pour une augmentation de salaire de 200 F et pour des revendications catégorielles. Cette action est menée en commun par la CFDT et la CGT.

Jusqu'au 28 février, pour mobiliser les travailleurs

passaient dans les ateliers en chantant et en criant des slogans. Ils avaient aussi organisé un pique-nique dans les ateliers de production, pour pouvoir discuter avec les ouvrières.

Devant le blocage total de la direction pour négocier, les agents techniques ont recherché des formes de lutte plus dures et efficaces, c'est ainsi que le mercredi 28, ils ont occupé pendant une heure et demie le standard de l'usine, bloquant ainsi toutes les communications téléphoniques inter-

nes et externes. Suite à cette action, la direction met à pied cinq délégués qui sont décidés à venir travailler sous la protection des travailleurs coûte que coûte. Une intersyndicale CFDT de Thomson-CSF s'est réunie sur le problème des agents techniques, pour élaborer des revendications communes à tous les centres et élargir l'action. Ceci s'impose car même si à Malakoff, le mouvement des agents techniques est très dynamique, il risquerait d'échouer si les

autres catégories de travailleurs ne sont pas mobilisées.

Au moment où Thomson licencie à Lesquin dans la téléphonie (LMT), au moment où Thomson pratique un blocage des salaires à 8 %, quel que soit l'indice INSEE, au moment où Thomson refuse la cinquième semaine de congés payés, où les travailleurs font plus de 40 heures, la lutte des 35 000 travailleurs du trust est plus que jamais à l'ordre du jour.

### MONTROUGE

Du 5 au 17 mars : La Chine à Montrouge.

Exposition : xylographies sur soie à la bibliothèque municipale (vernissage mardi 6 mars à 18 h 30) - 32, avenue Gabriel Péri. Affiches chinoises à la MJC - 88, rue Racine. Conférence de madame Hélène Marchisio, secrétaire générale de l'Association des amitiés franco-chinoises « La Chine d'aujourd'hui » vendredi 16 mars à 20 h 30 à la bibliothèque municipale.

Organisés par l'Association des amitiés franco-chinoises et la Maison des jeunes et de la culture de Montrouge.

### TOURS

Meeting de soutien au Cambodge.

Armées vietnamiennes et russes hors du Cambodge. Le 8 mars 1979 - Salle Balzac, rue Léonard de Vinci - 37000 Tours. Projection débat avec la participation d'un membre des patriotes kampuchéens.

Organisé par l'AGEG (association générale des étudiants gabonnais) le PCML et le PCRml.

Au cours de la réunion il y aura également un exposé sur la situation en Erythrée.

### FRANCE-CAMBODGE

Des lecteurs nous ont écrit après la publication du communiqué de l'assemblée générale de France-Cambodge condamnant l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique pour connaître l'adresse de cette association en vue d'y adhérer. C'est bien volontiers que nous la leur communiquons : Association France-Cambodge - 94, rue de Buzenval - 75020 Paris.

### NOTE DE L'ADMINISTRATION

L'administration du quotidien rappelle à tous ses correspondants plusieurs règles simples, pour accélérer son travail et rendre plus facile sa tâche.

1. Quand vous envoyez de l'argent au journal (virement postal, chèque bancaire, mandat lettre, mandat carte) n'oubliez pas d'accompagner ceux-ci avec une feuille séparée indiquant à quoi correspond votre règlement (souscription, règlement de vente de l'Humanité rouge quotidien ou bimensuel, règlement de brochures, etc.) ne pas écrire ces indications au talon des mandats cartes, virement postaux et chèques bancaires, seule l'administration du journal est intéressée par ces renseignements.

2. Être toujours précis dans vos commandes. L'Humanité rouge ne traite que les commandes concernant le quotidien, le bimensuel, les affiches centrales, les tracts, la souscription, les abonnements et c'est tout. Pour ce qui concerne d'autres revues ou publications, il faut s'adresser soit aux « Herbes sauvages », à Proletariat ou à la Faucille en fonction des secteurs intéressés.

3. Respecter les délais pour les règlements du matériel, notamment pour le bimensuel, pour la souscription, pour les cartes postales ou pour les calendriers.

4. Pour les commandes spéciales du quotidien ou bimensuel, le dernier délai pour les commandes est à 11 h 30 le jour de la sortie du quotidien demandé ou du bimensuel (le mardi).

5. Pour la correspondance, inscrire sur l'enveloppe si c'est pour la rédaction ou pour l'administration cela accélère l'acheminement de la correspondance.

6. S'il doit y avoir une correspondance commune rédaction-administration séparer les deux types de correspondance avec un enveloppe intérieure qui séparera les deux secteurs.

7. Pour les réabonnements, si vous n'utilisez pas les formules de réabonnement qui vous sont adressées une quinzaine de jours avant la fin de votre abonnement indiquez si vous vous réabonnez, qu'il s'agit d'un réabonnement, cela évite de retaper une carte qui existe déjà et qui est encore utilisable. (A moins d'un changement d'adresse bien sûr).

Toutes ces mesures simples bien appliquées éviteront les erreurs, les courriers aller et retour pour des demandes d'explication, les retards, confusions, perte de temps, perte d'efficacité.

### Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
PRÉNOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cédex 18  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépot légal 1er trimestre 1979

Le lundi de Pâques, la grève est totale. Le 5 mai, des comités de lutte regroupent des ouvriers par atelier et par corporation. Le 20 juin, les soudeurs n'ont encore rien obtenu. Ils envahissent les bureaux ; ils sont rejoints par d'autres ouvriers qui exigent avec eux des salaires plus élevés, la suppression du boni et une convention collective.

Le lendemain, la direction décrète le « lock-out » : 15 000 ouvriers affrontent les CRS. La direction cède, mais il y a de nombreux blessés et des arrestations. Les métallos de Nantes ont débrayé par solidarité. Partout en France, la situation se tend.

Au retour des congés, le 1er août, le patron menace de revenir à l'ancienne situation. Tous les ateliers débrayent à l'appel des syndicats ; les soudeurs, eux, se mettent en grève illimitée. Les gardes mobiles et CRS interviennent ; un ouvrier a un œil crevé ; des CRS sont jetés dans les bassins ; tout le monde s'étonne qu'il n'y ait pas de mort.

La grève a un retentissement national. Le lendemain, 15 000 ouvriers réunis réaffirment l'exi-



Meeting des métallos sur le terre-plein à l'époque de la grève.

mité de lutte dans l'atelier des soudeurs. On se réunissait en assemblée générale où chacun donnait son point de vue sur ce qu'il faut faire et ne pas faire.

— Q : Quel pouvoir avait les assemblées générales ?

Francis Jan : Quand les soudeurs prenaient une décision, par exemple : « *Demain on ne travaille pas* », on n'allait pas le claironner partout. Trois des quatre gars allaient à bord des bateaux prévenir les gars. On mettait une affichette le soir.

Mais les soudeurs trouvaient qu'ils restaient isolés, malgré le soutien des autres ateliers par des collectes et de débrayages. Ils sont allés à l'atelier d'ajustage, on discute avec les gars : « *Nos revendications sont les mêmes que les vôtres. Il faut arrêter le travail* ». Les gars ont été d'accord.

— Q : Quels étaient les rapports du comité de lutte avec les syndicats ?

Francis Jan : Lorsqu'on a parlé de nos revendications, la CGT était d'accord. Dans le comité de lutte, les responsables étaient désignés par l'ensemble des gars. Mais en fait, ils étaient désignés

# La grève de 1955 aux chantiers de Saint-Nazaire

## «Un formidable mouvement qui déteint sur tout le pays»

raconte un ancien délégué CGT, aujourd'hui retraité.

### Des enseignements encore valables aujourd'hui

gence de la parité des salaires avec la région parisienne. Le patronat qui veut faire pourrir le mouvement accepte une médiation.

C'est alors que Nantes démarre la lutte. Le patronat nantais accorde 40 F de plus de l'heure puis revient sur l'accord le 16 août. C'est une provocation. Les affrontements avec les CRS font un mort (le maçon Jean Rigollet) et des centaines de blessés. Le patronat accepte la négociation.

Mais, en septembre, c'est l'impasse. Les grèves reprennent. Le 29 septembre, 40 000 personnes défilent.

Les patrons cèdent. Aux chantiers de Saint-Nazaire, cela fait 22 % d'augmentation, le boni garanti à 50 %, la suppression des fiches, une bonne convention collective locale.

Nous avons interviewé Francis Jan, aujourd'hui retraité, qui était, en 1955, délégué syndical à l'atelier des soudeurs.

Q : Quel a été le chemin suivi pour que les ouvriers fassent l'unité qui leur a permis de gagner ?

Francis Jan : Il y a eu cette histoire de nouvelles soudure suédoise qui avait été l'occasion pour la direction de diminuer le boni... C'est ça qui a mis le feu aux poudres.

Les réclamations individuelles ne donnant rien, les soudeurs sont venus trouver leurs délégués syndicaux dont j'étais : « *Francis, on ne peut plus continuer à travailler comme ça* ». Avec un autre camarade, j'ai alors commencé mon enquête. Ce que voulaient les gars, c'était revenir à leur boni d'origine et une augmentation des salaires.

Alors s'est constitué un co-

1955 : la France s'est relevée des ruines de la guerre : la bourgeoisie connaît la prospérité. La classe ouvrière, elle, connaît l'exploitation accrue. Aux chantiers navals de Saint-Nazaire, le salaire des ouvriers n'est fixe que pour une part, la « *taxe d'affûtage* ». Pour joindre les deux bouts, il faut faire des heures supplémentaires et surtout augmenter les cadences pour « *tirer le boni* » qui représente environ un tiers de salaire. Ce système tend à diviser les ouvriers. Le boni est l'aspect le plus mal supporté de l'exploitation quotidienne ; c'est lui qui va cristalliser le mécontentement général. C'est dans l'atelier des soudeurs de Penhoët que la lutte va se déclencher. A l'occasion de l'introduction de nouvelles baguettes de soudure, le patronat impose aux soudeurs un nouveau système qui fait tomber le boni. Le mouvement part de la base et les syndicats l'appuient. Un comité de lutte est formé.



Dans les six premiers mois de 1955, les principales usines de Nantes-Saint-Nazaire connaissent une agitation permanente. Aux Batignolles et aux Forges de l'Ouest (métallurgie), à la SNCASO (aviation) (photo ci-contre), aux raffineries de Donges, dans le bâtiment, aux fonderies de Saint-Denis on débraye par usine, par atelier pendant une heure ou une journée. L'effervescence est générale, discussions et meetings politiques et syndicaux se multiplient. Mais ce sont des chantiers navals que va partir la grève.

parmi les responsables syndicaux de l'atelier. Ainsi, moi qui étais en fait responsable du comité de lutte — il y avait aussi un trésorier — j'étais à la CGT. Il y avait aussi la CFTC (qui n'était pas encore la CFDT) et FO. Les responsables du comité avaient tous la confiance et l'amitié de leurs camarades.

Dans le comité, il y avait des membres actifs qui n'étaient pas délégués syndicaux. Il y avait aussi des non-syndiqués, pas beaucoup.

— Q : Comment cela s'est-il passé quand le mouvement s'est étendu ?

Francis Jan : Nous sommes d'abord allés voir les soudeurs des chantiers de la Loire qui n'avaient pas encore fusionné avec les chantiers de Penhoët. L'élargissement du mouvement autour de l'atelier des soudeurs et de son comité de lutte était fait par les organisations syndicales. Vers la fin, il y eut des assemblées générales de toute la Navale, convoquées intersyndicalement.

— Q : Et quelle était l'attitude de la direction ?

Francis Jan : Elle aurait bien voulu que ça se termine le plus vite possible parce que cela commençait à faire tâche d'huile. Ainsi Nantes... Il y eut le meurtre de Rigollet.

Mais avant cela il nous avait fallu faire l'unité à St-Nazaire. Ce fut facile. Après que tous les chantiers navals locaux aient été entraînés dans la lutte, toutes les maisons comme Thiriet ont suivi. Localement, ce fut un formidable mouvement qui déteignit sur tout le pays. On allait vers la grève générale en France. Aussi la direction a cédé. Nous avons obtenu plus que ce que nous demandions au départ. Pour une fois, on rentrait la tête haute.